

Profil Financier du Québec

Janvier 2002



Québec 



Profil financier du Québec

Janvier 2002

Le Québec

Économie

Finances publiques

Financement et gestion de la dette

Cotes de crédit

PROFIL FINANCIER DU QUÉBEC
est produit par le
Service des relations avec les agents financiers
Ministère des Finances
12, rue St-Louis, bureau 2.31
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : (418) 646-4285
Télécopieur : (418) 643-4700
Courriel : sraf@finances.gouv.qc.ca

Ce document est disponible sur Internet
à l'adresse www.finances.gouv.qc.ca

Remerciements à Bombardier Aéronautique pour
les photos apparaissant à la page couverture et à la page 6.

ISBN 2-550-38676-0
ISSN 1185-6637
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec, 2002
Date de publication : janvier 2002



- ❖ Premier en superficie au Canada, le Québec est au second rang sur la base de sa population de 7,4 millions d'habitants.
- ❖ Avec un produit intérieur brut de plus de 225 milliards de dollars canadiens, le Québec se situe parmi les 20 premiers pays industrialisés de l'OCDE.
- ❖ La taille de l'économie du Québec se compare à celle de la Suisse et de la Suède.
- ❖ Le PIB per capita du Québec se compare à celui de l'Allemagne et du Japon, et surpasse celui de la France et du Royaume-Uni.
- ❖ Le PIB per capita du Québec est supérieur de près de 7 % à la moyenne de celui des pays de l'OCDE.
- ❖ L'Accord de libre-échange nord-américain donne au Québec un accès privilégié à un marché de plus de 400 millions de consommateurs.
- ❖ Dans un rayon de 1 000 kilomètres, le Québec a un accès direct à une concentration de 130 millions de consommateurs.

Une économie post-industrielle diversifiée

- ❖ Le secteur des services domine avec près de 70 % du PIB.
- ❖ Malgré la faible part occupée par le secteur primaire dans l'économie, les ressources naturelles du Québec occupent une place importante à l'échelle mondiale.

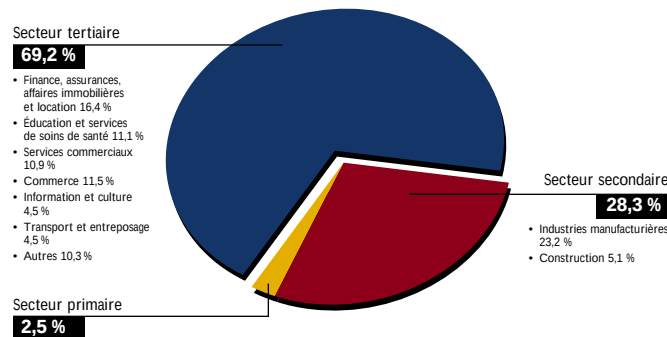
Des ressources naturelles abondantes

- ❖ Mines :
 - le Québec est parmi les dix principaux producteurs miniers au monde.
- ❖ Aluminium :
 - le Québec est le quatrième producteur mondial.
- ❖ Magnésium :
 - le Québec se classe au deuxième rang mondial pour la production.
- ❖ Papier journal :
 - 60 % du papier journal consommé dans le nord-est des États-Unis provient du Québec.

Hydroélectricité et Hydro-Québec

- ❖ Le Québec possède des nappes d'eau douce qui recouvrent 10 % de son territoire de 1,7 million de km², ce qui constitue un des plus importants réservoirs au monde.
- ❖ Les barrages hydroélectriques d'Hydro-Québec, une société d'État possédée à 100 % par le gouvernement du Québec :
 - permettent au Québec de produire de l'électricité de façon propre et entièrement renouvelable;
 - à un coût de production parmi les plus bas en Amérique du Nord.
- ❖ Avec plus de 31 400 mégawatts de puissance, Hydro-Québec dessert 3,5 millions d'abonnés au Québec, et vend de l'électricité aux États-Unis, en Ontario et au Nouveau-Brunswick.
 - Hydro-Québec est le plus grand exportateur d'électricité vers les États-Unis.
- ❖ Le potentiel non encore exploité d'hydroélectricité du Québec demeure considérable.

Répartition du PIB réel par grand secteur - 2000



Source : Institut de la statistique du Québec.

Barrage Daniel-Johnson - Hydro-Québec



Une économie innovatrice

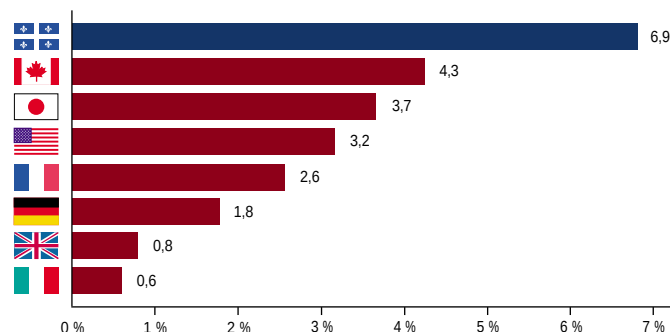
Une économie de savoir élevé

- ❖ Le Québec devance tous les pays du G-7 quant à la croissance des dépenses en R-D des entreprises.
- ❖ Le nombre d'entreprises qui réalisent des activités de R-D a plus que doublé depuis 1990.
- ❖ La part des dépenses en R-D dans le PIB atteint 2,3 % comparativement à 1,8 % au Canada.
- ❖ La part des industries de savoir élevé a augmenté de 18 % du PIB en 1983 à 24 % en 2000.

Montréal : carrefour de la nouvelle économie

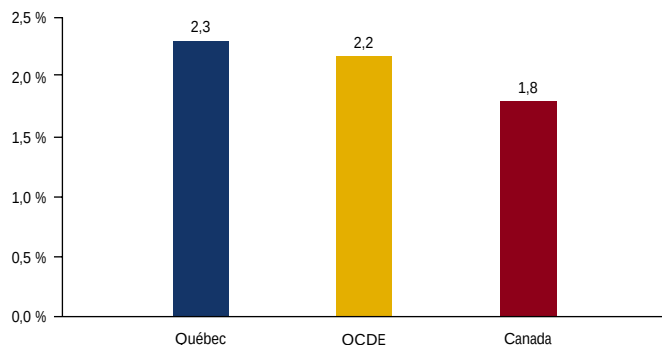
- ❖ Reconnue comme plaque tournante des nouvelles technologies, Montréal occupe une place de choix à l'avant-garde du développement technologique.
 - Une étude de PricewaterhouseCoopers (octobre 2000), classe Montréal au quatrième rang en Amérique du Nord pour le nombre d'emplois per capita dans les secteurs de la haute technologie.
 - La revue américaine Wired (juillet 2000) classe Montréal au cinquième rang mondial des plaques tournantes des nouvelles technologies, à égalité avec New York et Seattle, et devant Los Angeles, Paris et Tokyo.
- ❖ Montréal offre :
 - une forte concentration de chercheurs dans les domaines des biotechnologies, de la pharmacologie, des technologies de l'information et du multimédia;
 - une masse critique d'entreprises dans les secteurs de la haute technologie;
 - des ressources scientifiques de premier plan avec quatre universités et plus de 300 centres de recherche;
 - un financement plus accessible aux entreprises de la nouvelle économie grâce à la présence de Nasdaq Canada.

Dépenses réelles en R-D des entreprises
(taux de croissance annuel moyen 1986-1999)



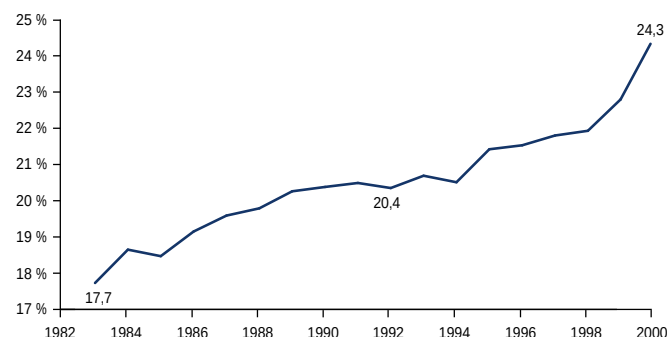
Sources : OCDE et Statistique Canada pour le Québec et le Canada.

Dépenses en R-D - 1999
(en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE, Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Importance accrue des industries de savoir élevé
(en pourcentage du PIB réel du secteur privé)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Des entreprises à l'avant-garde de l'économie mondiale

- ❖ Plusieurs leaders mondiaux des secteurs de la haute technologie ont choisi le Québec.

L'aérospatiale

- ❖ Le Québec se classe au sixième rang mondial devant l'Italie et l'Espagne :
 - Montréal est la deuxième métropole au monde en aérospatiale, après Seattle et devant Toulouse.
- ❖ Plus de 260 compagnies; 40 000 emplois.
- ❖ Plus de 9 milliards de dollars de ventes en 2000 :
 - en cinq ans, les ventes du secteur ont augmenté de plus de 50 % et l'emploi de 21 %.
- ❖ Plus de 80 % de la production est exportée.
- ❖ Des activités de R-D de plus de 600 millions de dollars annuellement.

L'industrie biopharmaceutique

- ❖ Plus de 150 entreprises, dont 5 centres de recherche d'entreprise.
- ❖ Près de 15 000 emplois en entreprises et 5 000 emplois de R-D dans les centres de recherche publics en santé.
- ❖ Des dépenses de R-D qui ont atteint 372 millions de dollars en 2000, pour les entreprises pharmaceutiques seulement.
- ❖ Plus de 45 % des immobilisations du secteur biopharmaceutique au Canada.

Les technologies de l'information

- ❖ 104 500 emplois répartis dans plus de 4 000 entreprises.
- ❖ Des investissements en R-D de l'ordre de 800 millions de dollars.
- ❖ Des percées remarquables par des logiciels conçus au Québec, par exemple, pour les effets spéciaux dans les productions cinématographiques.
- ❖ Exportations de plus de 9 milliards de dollars en 1999.

L'aérospatiale



- Bombardier Aéronautique
- Pratt & Whitney Canada
- CAE Électronique
- Air Canada
- Bell Helicopter Textron
- Rolls-Royce Canada
- EMS Technologies Canada
- Systèmes BAE Canada
- Honeywell Aérospatiale
- Lockheed Martin

L'industrie biopharmaceutique



- Shire BioChem
- Merck Frosst
- AstraZeneca
- Wyeth-Ayerst
- Aventis
- Bristol-Myers Squibb
- Pfizer
- Roche Diagnostics
- Laboratoires Abbott
- Novartis Pharma

Les technologies de l'information



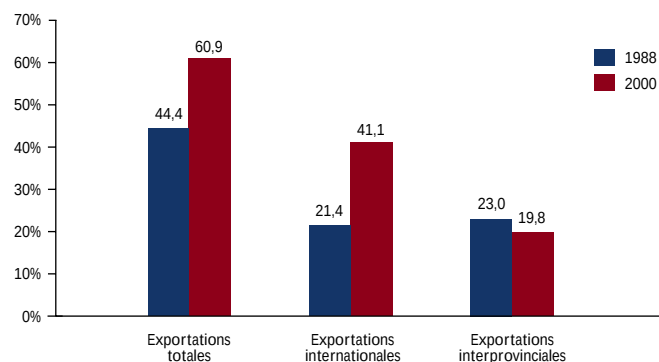
- CGI
- IBM
- Bell Canada
- Ericsson
- Microcell
- SR Telecom
- DMR
- Cognicase
- Téléglobe Canada

Exportations à haute valeur ajoutée

Une économie ouverte et très intégrée au marché nord-américain

- ❖ Avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Québec a accès à un vaste marché :
 - en 1988, avant l'entrée en vigueur de l'ALENA, les exportations du Québec représentaient près de 45 % du PIB;
 - aujourd'hui, elles comptent pour 61 % du PIB.
- ❖ Depuis 1988, les exportations internationales de marchandises ont plus que triplé :
 - environ 86 % sont destinées aux États-Unis.
- ❖ Le Québec est maintenant :
 - le septième exportateur sur le marché américain devant Taïwan, la Corée du Sud et la France;
 - le cinquième marché d'exportation des États-Unis devant l'Allemagne, la Corée du Sud et Taïwan.

Exportations du Québec
(en pourcentage du PIB)



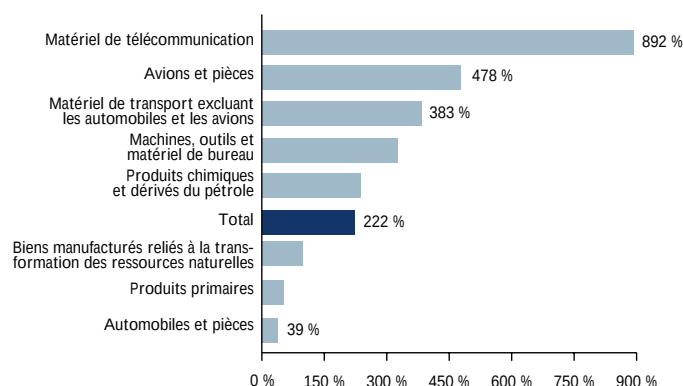
Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Classement des partenaires économiques des États-Unis - 2000

Exportateurs sur le marché américain	Marchés d'exportation des États-Unis
1 Canada	1 Canada
2 Japon	2 Mexique
3 Mexique	3 Japon
4 Chine	4 Royaume-Uni
5 Allemagne	5 Québec
6 Royaume-Uni	6 Allemagne
7 Québec	7 Corée du Sud
8 Taïwan	8 Taïwan

Sources : US Census Bureau, Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Croissance cumulative des exportations de marchandises – 1988-2000



Source : Institut de la statistique du Québec.

Des exportations à haute valeur ajoutée

- ❖ Les exportations internationales du Québec reflètent sa structure industrielle diversifiée où les produits à haute valeur ajoutée occupent une place de plus en plus grande.
- ❖ Plus du tiers des exportations de marchandises est constitué de biens d'investissement :
 - la part des biens d'investissement a presque triplé : de 15 % en 1978 à 42 % en 2000.
- ❖ La croissance des exportations internationales de marchandises provient principalement de biens d'investissement :
 - matériel de télécommunication : 892 %;
 - avions et pièces : 478 %;
 - matériel de transport : 383 %.

Coûts d'implantation et d'exploitation parmi les plus faibles au monde

- ❖ Selon une étude de KPMG (1999) :
 - Le Québec présente des coûts d'implantation et d'exploitation pour les entreprises parmi les plus faibles au monde.
 - C'est à Montréal que ces coûts sont les plus bas comparativement aux autres grandes villes d'Amérique du Nord.

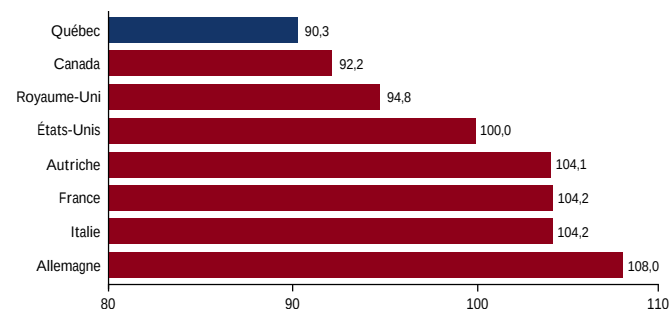
Main-d'oeuvre concurrentielle et qualifiée

- ❖ Les coûts unitaires de la main-d'oeuvre en dollars américains sont 45 % moins élevés au Québec qu'aux États-Unis.
- ❖ La main-d'oeuvre est hautement qualifiée.
 - Plus de 80 % de la main-d'oeuvre possède un diplôme d'études secondaires et près de 20 % un diplôme universitaire.
 - On décerne plus de diplômes universitaires par habitant au Québec qu'aux États-Unis, en France ou au Japon.
 - La moitié de la population montréalaise est bilingue.
- ❖ Dans une enquête internationale de l'OCDE publiée en décembre 2001, les Québécois se sont classés au deuxième rang mondial en mathématiques et au quatrième rang pour les sciences et la lecture.

Coût et qualité de la vie

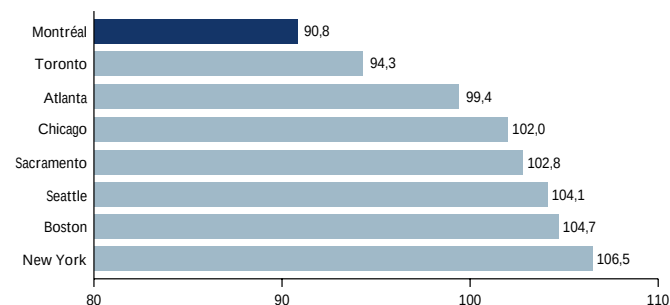
- ❖ Selon une étude de Mercer (juin 2000) portant sur 146 centres d'affaires à l'échelle mondiale, Montréal se classe parmi les villes où le coût de la vie est le moins élevé.
- ❖ Une autre étude, évaluant la qualité de la vie de 200 villes, a identifié Montréal au quatrième rang des villes où la qualité de la vie est la plus élevée au monde. Montréal partage ce rang avec, entre autres, Bruxelles, Brisbane, Paris et Stockholm (Mercer, janvier 2000).

Indice des coûts d'implantation et d'exploitation des entreprises (États-Unis = 100)⁽¹⁾



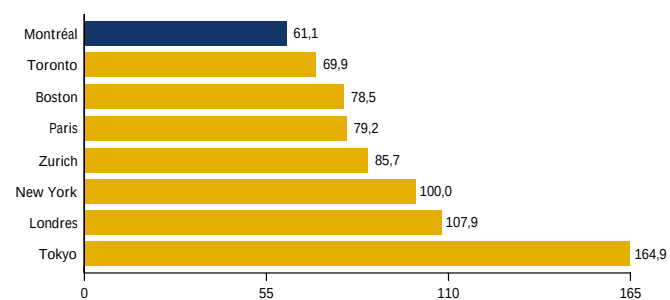
(1) Plus l'indice est faible, plus les coûts d'implantation et d'exploitation d'une entreprise dans le pays concerné sont faibles.
Source : KPMG (1999).

Indice de compétitivité de grandes villes d'Amérique du Nord (États-Unis = 100)⁽¹⁾



(1) Plus l'indice est faible, plus les coûts d'implantation et d'exploitation d'une entreprise dans la ville concernée sont faibles.
Source : KPMG (1999).

Indice du coût de la vie de certaines villes (New York = 100)⁽¹⁾



(1) Plus l'indice est élevé, plus le coût de la vie est élevé.
Source : Mercer (juin 2000).

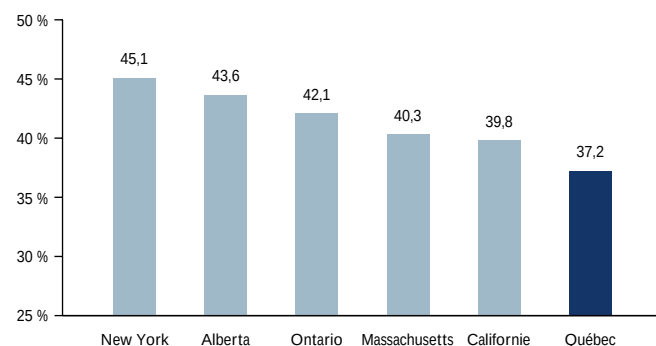
Un régime fiscal favorable à la croissance économique

- ❖ Les entreprises du Québec bénéficient d'un régime fiscal compétitif comparativement à l'Ontario et aux États américains environnants.
 - Selon une étude de KPMG (1999), le Québec se démarque nettement à cet égard.
- ❖ Les taux d'imposition des profits des entreprises au Québec sont parmi les plus bas en Amérique du Nord.
- ❖ La quasi-totalité des entreprises peut bénéficier du remboursement de la taxe de vente du Québec sur tous leurs achats.
- ❖ Des mesures fiscales sont en place pour favoriser le développement de la nouvelle économie et l'investissement, notamment un congé fiscal de 10 ans pour les projets majeurs d'investissement.
- ❖ Afin de maintenir la compétitivité du régime fiscal québécois, un plan de réduction de la taxe sur le capital a été annoncé dans le Discours sur le budget 2002-2003.
 - Dès 2003, près de 60 % des entreprises québécoises seront exemptées de cette taxe; cette proportion atteindra 75 % en 2006.
 - À terme, le taux sera réduit de plus de moitié pour les autres entreprises.

Un traitement fiscal qui favorise l'innovation

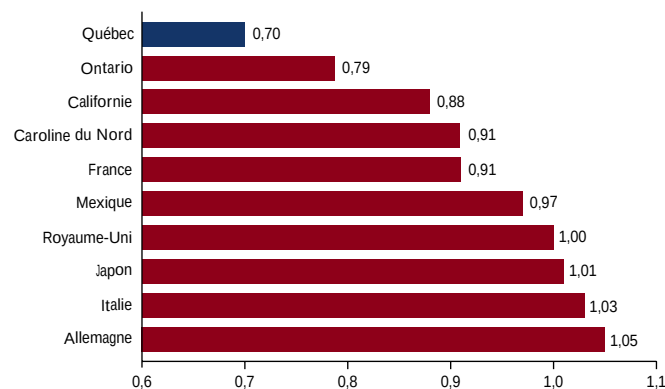
- ❖ Le régime fiscal du Québec se révèle clairement favorable aux entreprises rentables qui investissent dans l'accroissement de leur capacité productive et l'amélioration de leur technologie.
 - D'après une étude du Conference Board du Canada (1999), le Québec offre le traitement fiscal le plus avantageux quant aux dépenses en R-D pour une grande entreprise.

Taux d'imposition combinés⁽¹⁾ sur le revenu des sociétés – au 1^{er} janvier 2001



(1) Taux d'imposition maximums applicables sur le revenu actif des sociétés par l'ensemble des divers paliers de gouvernement.
Source : KPMG (2001).

Indice de compétitivité du traitement fiscal d'une dépense en R-D – 1998⁽¹⁾

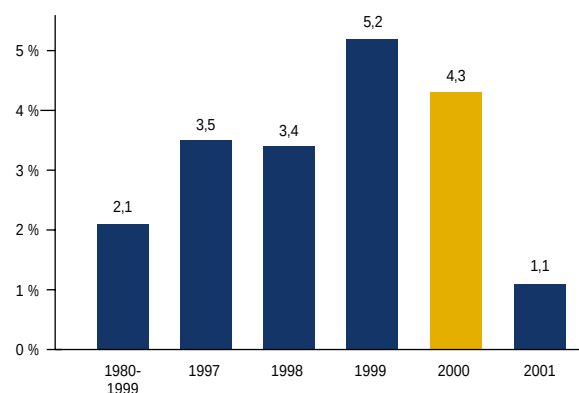


(1) Revenu nécessaire pour couvrir une dépense de 1 \$ en R-D pour une grande entreprise.
Source : Conference Board du Canada (1999).

Une croissance vigoureuse au cours des 15 dernières années

- ❖ La croissance économique moyenne du Québec a été de 2,1 % de 1980 à 1999.
- ❖ La performance de 1997 à 2000 a été plus vigoureuse :
 - la croissance moyenne pour cette période s'est élevée à 4,1 %.
- ❖ La prévision de croissance pour 2001 est plus modérée à 1,1 % :
 - en raison, notamment, du ralentissement de l'économie des États-Unis.

Produit intérieur brut réel
(variation en pourcentage, dollars constants de 1997)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Indicateurs économiques (en pourcentage)

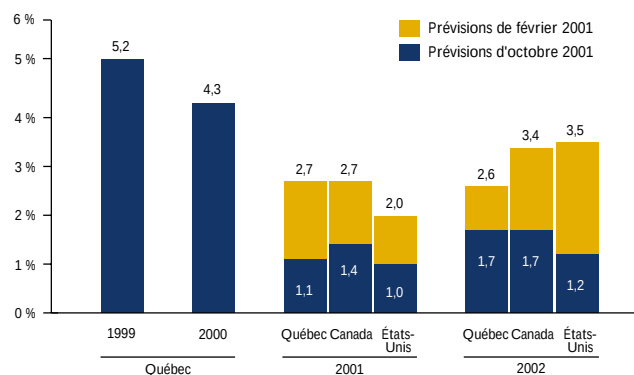
	1997	1998	1999	2000
Québec				
Croissance du PIB réel	3,5	3,4	5,2	4,3
Demande intérieure (\$1997)	3,0	2,9	4,1	3,4
Consommation	5,9	4,2	4,7	4,8
Mises en chantier (unités)	25 896	23 138	25 742	24 695
Investissements non résidentiels des entreprises (\$1997)	15,5	8,8	15,4	10,3
Exportations internationales de marchandises (\$1997)	9,5	9,7	10,2	12,8
Taux de chômage	11,4	10,3	9,3	8,4
Croissance de l'emploi	1,6	2,7	2,3	2,4
Indice des prix à la consommation (IPC)	1,5	1,4	1,5	2,4
- IPC (excluant aliments et énergie)	1,3	1,7	1,2	1,2
Canada				
Taux d'intérêt				
- Bons du trésor du gouvernement du Canada (3 mois)	3,3	4,7	4,7	5,5
- Obligations du gouvernement du Canada (10 ans)	6,1	5,3	5,6	5,9
Taux de change (¢US)	72,23	67,43	67,30	67,33

Sources : Banque du Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Un environnement qui demeure propice à la croissance

- ❖ Une croissance plus soutenue de l'économie à compter de 2002 est anticipée en raison :
 - d'une demande intérieure vigoureuse jusqu'à tout récemment :
 - hausse de 4,3 % des ventes au détail pour les 10 premiers mois de l'année;
 - d'une réduction importante des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis;
 - des mesures annoncées par le gouvernement des États-Unis pour stimuler l'économie;
 - des baisses d'impôts substantielles introduites au Québec au cours des deux dernières années;
 - des mesures annoncées lors du Budget du 1^{er} novembre 2001 pour soutenir la confiance des consommateurs et l'investissement.
- ❖ Autres facteurs facilitant la croissance :
 - base économique diversifiée;
 - inflation relativement faible;
 - taux de change favorable et compétitivité accrue.

Produit intérieur brut réel – Québec, Canada et États-Unis (en pourcentage)



Source : Ministère des Finances du Québec.

Taux d'intérêt de long terme – Canada (en pourcentage)



- ❖ Le 1^{er} novembre 2001, le gouvernement du Québec a présenté son Budget 2002-2003, soit cinq mois avant le calendrier habituel :
 - afin de faire le point sur l'économie et les finances publiques du Québec, dans le contexte économique découlant des attentats du 11 septembre aux États-Unis;
 - pour annoncer un plan d'action visant à soutenir la confiance des consommateurs et l'investissement.

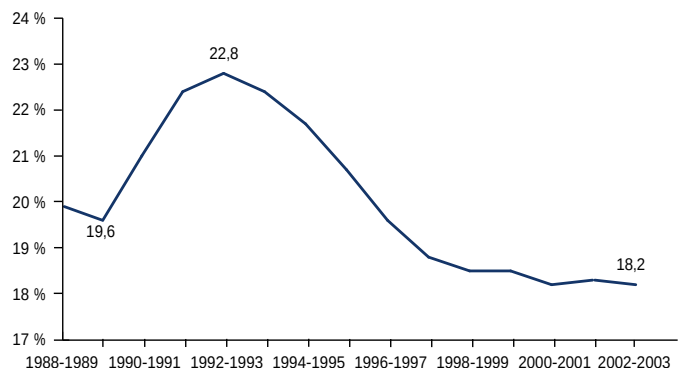
L'objectif de déficit zéro est maintenu

- ❖ Tel que prescrit par la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, l'objectif de déficit zéro est maintenu pour 2001-2002, 2002-2003 et les années suivantes.
- ❖ La prévision des revenus est révisée à la baisse de 1,8 milliard pour 2001-2002 et 2002-2003, en raison :
 - de la croissance plus modérée de l'économie;
 - d'une baisse des revenus de placements de certaines sociétés d'État, découlant de la mauvaise performance des marchés boursiers.
- ❖ Par contre, les baisses de taux d'intérêt occasionnent une diminution du service de la dette de 944 millions de dollars pour ces mêmes années.
- ❖ L'équilibre budgétaire sera maintenu par :
 - l'utilisation du solde de la réserve budgétaire (670 millions de dollars);
 - des mesures visant à réduire l'évasion fiscale, et une hausse de la taxe sur le tabac;
 - une gestion serrée des dépenses : les objectifs de dépenses de programmes fixés dans le budget de mars dernier seront respectés :
 - le ratio des dépenses de programmes sur le PIB devrait atteindre 18,2 % en 2002-2003.

Sommaire des opérations financières consolidées (en millions de dollars)

	2000-01	2001-02	2002-03
Revenus budgétaires			
Revenus autonomes	42 856	40 298	42 691
Transferts fédéraux	8 161	9 660	9 247
	51 017	49 958	51 938
Dépenses budgétaires			
Dépenses d'opérations	-42 034	-43 506	-44 582
Service de la dette	-7 606	-7 402	-7 356
	-49 640	-50 908	-51 938
Réserve budgétaire			
Sommes affectées à la réserve	-950	—	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve			
Financement de nouvelles dépenses	—	280	—
Maintien de l'équilibre budgétaire	—	670	—
Surplus budgétaire après réserve	427	0	0
Opérations non budgétaires	-943	-707	-645
Besoins financiers nets	-516	-707	-645

Dépenses de programmes⁽¹⁾ (en pourcentage du PIB)



(1) Excluant en 1998-1999 des dépenses extraordinaires de 1 377 millions de dollars.

Plan d'action

Plan d'action

- ❖ Mesures de soutien de 400 millions de dollars pour les consommateurs dont :
 - une injection de 250 millions de dollars, versée en décembre 2001, à 2,5 millions de particuliers à faible et moyen revenu.
- ❖ Accélération des investissements du secteur public de près de 3 milliards de dollars.
- ❖ Mesures pour les entreprises, notamment :
 - hausse des liquidités des PME, de 525 millions de dollars, par le report de 6 mois de certains versements fiscaux prévus pour le quatrième trimestre de 2001;
 - réduction de moitié de la taxe sur le capital d'ici 2007 (de 0,64 % à 0,30 %) et exemption complète pour 60% des entreprises d'ici janvier 2003;
 - bonification de certains programmes d'aide aux investissements privés.

Plan d'accélération des investissements du secteur public (en millions de dollars)

Investissements publics

- Santé et services sociaux	500
- Logement	457
- Éducation	400
- Réseau routier	400
- Infrastructures municipales	350
- Recherche, science et technologie	100
- Autres	250

Sous-total : investissements publics 2 457

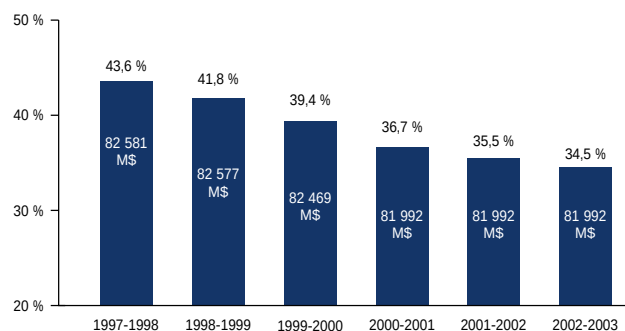
Investissements des sociétés d'État 500

Total 2 957

Les ratios de dette continuent de diminuer

- ❖ Le ratio de la dette représentant les déficits cumulés en pourcentage du PIB continue de diminuer :
 - il était de 43,6 % en 1997-1998 et devrait atteindre 34,5 % en 2002-2003.

Dette représentant les déficits cumulés⁽¹⁾ (en pourcentage du PIB)

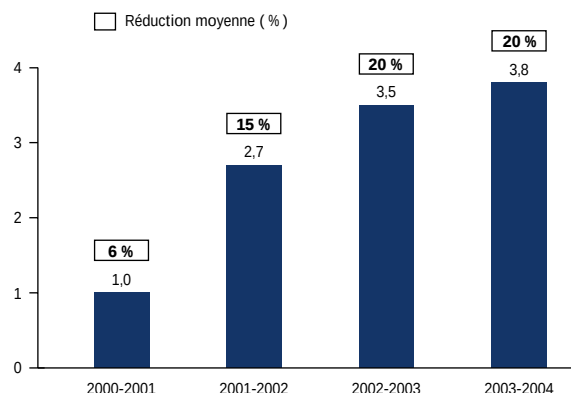


(1) Tel que présentée au Plan budgétaire du Budget 2002-2003.

Diminution importante du fardeau fiscal des particuliers

- ❖ La diminution de l'impôt sur le revenu des particuliers demeure une priorité :
 - les réductions d'impôt annoncées lors des deux dernières années totalisent 11 milliards de dollars sur quatre ans;
 - malgré la situation économique plus difficile, les baisses d'impôt sont maintenues.
- ❖ En 2002, le fardeau fiscal des contribuables aura diminué en moyenne de 20 %.
- ❖ Afin de protéger le pouvoir d'achat des contribuables, la pleine indexation du régime d'imposition a été devancée au 1^{er} janvier 2002.
- ❖ Le régime fiscal des particuliers est ainsi allégé, plus compétitif et plus favorable à l'emploi.

Réduction de l'impôt des particuliers
(en milliards de dollars)



Quatre cent millions de dollars pour les consommateurs

- ❖ Dans le Discours sur le budget du 1^{er} novembre dernier, le gouvernement injecte 400 millions de dollars en faveur des consommateurs.
- ❖ Au total, les ménages bénéficieront d'une hausse du revenu disponible de 1,6 milliard de dollars, au cours de l'année 2002, en raison des mesures de réduction de l'impôt des particuliers et des mesures spécifiques de soutien aux personnes à faible et moyen revenu mises en place dans les Discours sur le budget 2001-2002 et 2002-2003.

Impact des mesures de soutien aux ménages -
Discours sur le budget 2001-2002 et 2002-2003
(en millions de dollars)

Budget 2002-2003

Majoration ponctuelle du crédit d'impôt pour la TVQ	250
Révision de 1,8 % à 2,7 % du taux d'indexation	77
Indexation des prestations d'aide sociale	75
Sous-total : Budget 2002-2003	402

Budget 2001-2002

Réduction de l'impôt des particuliers	1 040
Indexation du régime d'imposition des particuliers en 2002	155
Indexation des prestations d'aide sociale	36
Sous-total : Budget 2001-2002	1 231

Total	1 633
--------------	--------------

très favorable aux investissements

Outils concrets pour favoriser le développement

- ❖ Plusieurs organismes associés au gouvernement s'avèrent d'excellents outils pour favoriser la création d'emplois et l'accroissement de l'investissement.



www.invest-quebec.com

- ❖ Organisme ayant pour principal mandat d'accroître les investissements et l'emploi au Québec.
- ❖ Guichet unique pour les entreprises québécoises et étrangères :
 - dispose d'outils financiers et fiscaux performants pour soutenir l'investissement privé.
- ❖ Crédits d'impôt remboursables de 40 % des salaires des employés admissibles, notamment pour :
 - la Cité du multimédia;
 - les Centres de développement des technologies de l'information; et
 - les Carrefours de la nouvelle économie.
- ❖ Aide financière pour les projets axés sur l'innovation et l'exportation. En 2000-2001, réalisation de 929 projets qui se traduiront à terme par des investissements de 5,4 milliards de dollars et la création de 24 000 emplois.

ZONE DE COMMERCE INTERNATIONAL DE MONTRÉAL

MIRABEL

www.zonemirabel.com

- ❖ Assistance technique et financière à l'implantation de projets dans les domaines de l'aérospatiale, la logistique internationale et la fabrication légère.
- ❖ Offre des terrains adjacents à l'aéroport de Mirabel, à des prix très concurrentiels.
- ❖ Aide fiscale pour la construction de bâtiments, la location ou l'achat d'équipements.
- ❖ Crédits d'impôt remboursables de 40 % des salaires des employés admissibles, congé fiscal de dix ans de l'impôt sur le revenu, des taxes sur le salaire et sur le capital.



www.sgfqc.com

- ❖ La Société générale de financement du Québec (SGF) a pour mission de réaliser des projets de développement économique en collaboration avec des partenaires et à des conditions normales de rentabilité.
- ❖ Objectif de la SGF : générer 10 milliards de dollars d'investissements en cinq ans.
- ❖ En 2000, participation à 49 projets :
 - investissements totaux de 2,5 milliards de dollars;
 - création de 10 200 emplois.
- ❖ Rendement annuel de 7 % sur cinq ans.
- ❖ Une cinquantaine de partenaires internationaux oeuvrant au Québec.

Centre Financier International
Montréal



www.cfimontreal.com

- ❖ Le Centre Financier International (CFI) a pour mandat de faciliter l'implantation, le développement et le maintien à Montréal, d'entreprises spécialisées dans le domaine des transactions financières internationales.
- ❖ Le programme des CFI offre des avantages fiscaux :
 - aux corporations :
 - exemption de l'impôt du Québec sur le profit provenant des transactions internationales admissibles;
 - exemption de la taxe du Québec sur le capital;
 - exemption de la taxe sur la masse salariale.
 - aux employés :
 - résidents canadiens : exemption de la moitié de l'impôt sur le revenu du Québec;
 - non-résidents : exemption complète de l'impôt sur le revenu du Québec pendant cinq ans.
- ❖ 97 institutions ont le statut de CFI à Montréal.

Gouvernement et Fonds de financement

- ❖ En 2001-2002, le programme de financement est estimé à près de 8,5 milliards de dollars :
 - 7,1 milliards de dollars pour le Fonds consolidé du revenu :
 - programme de base de 3,1 milliards de dollars;
 - programme optionnel de 4,0 milliards de dollars.
 - les besoins du Fonds de financement s'élèvent à 1,4 milliard de dollars.
- ❖ En 2002-2003, le programme à financement devrait s'élever à 5,8 milliards de dollars :
 - 3,8 milliards de dollars pour le Fonds consolidé du revenu;
 - 2,0 milliards pour le Fonds de financement.
- ❖ Le programme de base du Fonds consolidé du revenu vise à :
 - satisfaire les remboursements d'emprunts venant à échéance;
 - maintenir l'encaisse au niveau désiré.
- ❖ En fonction des opportunités qui se présentent sur les marchés financiers, le programme optionnel permet de réduire les coûts du service de la dette en :
 - contribuant à un fonds d'amortissement qui pourra servir éventuellement à payer les prestations de retraite des employés du secteur public;
 - réalisant par anticipation des financements avantageux.
- ❖ Le Fonds de financement génère des économies en regroupant les emprunts de certains organismes consolidés et sociétés d'État.

Financement-Québec

- ❖ Cette nouvelle société d'État créée en 1999 emprunte sur les marchés publics et privés :
 - en son propre nom;
 - avec la garantie du gouvernement;
 - pour prêter aux établissements des réseaux de la santé et de l'éducation (autrefois desservis par le Fonds de financement).
- ❖ Les besoins d'emprunts de Financement-Québec sont estimés à 1,4 milliard de dollars en 2001-2002 et à 2,2 milliards de dollars en 2002-2003.

Gouvernement et Fonds de financement
Programme de financement
(en millions de dollars)

	2001-2002	2002-2003
Fonds consolidé du revenu		
<i>Programme de base</i>		
– Besoins (surplus) financiers nets ⁽¹⁾	—	-500
– Remboursements d'emprunts	4 602	2 934
– Variation de l'encaisse	-1 477	-855
	3 125	1 579
<i>Programme optionnel</i>		
– Fonds d'amortissement des régimes de retraite	3 118	2 236
– Financement réalisé par anticipation	855	—
	3 973	2 236
	7 098	3 815
Fonds de financement⁽²⁾	1 400	2 000
Total	8 498	5 815

(1) Excluant les besoins financiers nets des organismes consolidés.

(2) Le Fonds de financement effectue des prêts à certains organismes consolidés et sociétés d'État.

Financement-Québec
(en millions de dollars)

	2001-2002	2002-2003
Programme de financement	1 400	2 200

Un financement axé sur la diversification

Les marchés

- ❖ Le financement de la dette est effectué sur différents marchés :

- Canada;
- États-Unis;
- Europe;
- Asie;
- Australie.

Les instruments

- ❖ De long terme :

- obligations négociables;
- billets à moyen terme;
- emprunts privés;
- produits d'épargne vendus au détail.

- ❖ De court terme :

- bons du trésor;
- billets de trésorerie.

- ❖ Marges de crédit :

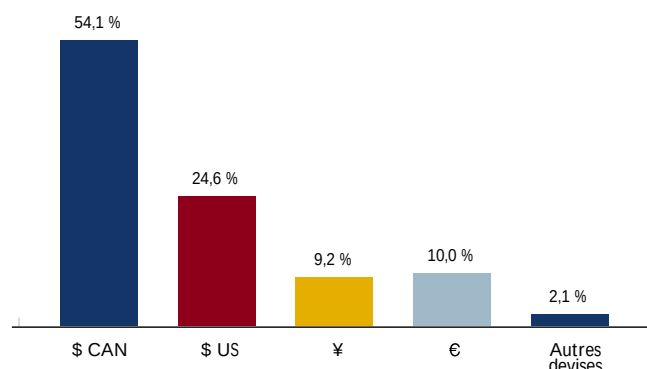
- syndicataire (montant disponible de 3 500 millions de dollars US);
- bancaires (montant disponible de 1 165 millions de dollars).

Les échéances

- ❖ Répartition des échéances dans le temps :

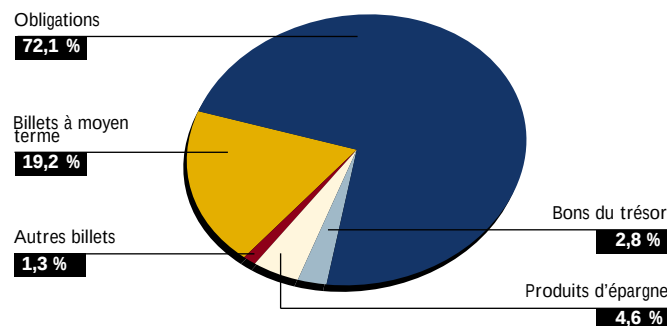
- afin d'éviter les refinancements massifs.

Structure de la dette gérée par le gouvernement⁽¹⁾ par devise au 31 mars 2002 (avant prise en compte des contrats d'échange et contrats à terme sur devises)⁽²⁾



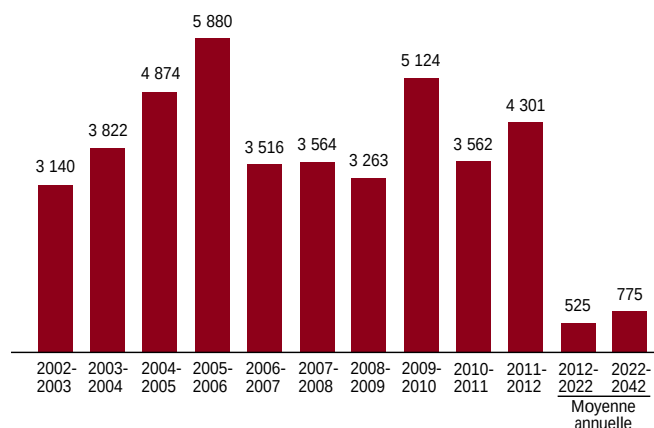
(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Prévisions.

Dette directe⁽¹⁾ par type d'instrument au 31 mars 2002⁽²⁾ (en pourcentage)



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu empruntée sur les marchés financiers.
(2) Prévisions.

Échéancier de la dette directe⁽¹⁾ à long terme au 31 mars 2002⁽²⁾ (en millions de dollars)



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu empruntée sur les marchés financiers.
(2) Prévisions.

Stratégie : liquidité

- ❖ La liquidité des titres du Québec est une préoccupation de premier ordre.
- ❖ Afin de s'assurer d'une bonne liquidité, la stratégie développée est la suivante :
 - relations de long terme avec les partenaires financiers du Québec;
 - satisfaction des besoins des investisseurs;
 - présence régulière sur tous les principaux marchés :
 - avec des émissions de grande taille; et
 - des réouvertures d'émissions déjà existantes.
 - promotion des titres du Québec :
 - documents de promotion;
 - visites auprès des investisseurs;
 - implication des banques et firmes de courtage.
- ❖ Sur le marché domestique, l'importance des titres du Québec favorise la liquidité :
 - le Québec : troisième plus important émetteur au Canada.

Relation de long terme avec les marchés étrangers

- ❖ Le recours aux marchés étrangers est nécessaire afin de satisfaire les besoins d'emprunts du gouvernement.
- ❖ Le Québec est présent depuis longtemps sur les principaux marchés :
 - premier emprunt à l'étranger : Londres, 1874;
 - premier emprunt aux États-Unis : 1879;
 - second gouvernement étranger après l'Australie à emprunter sur le marché japonais en 1972;
 - premier emprunt en Euros dès 1999;
 - en 2001, premier gouvernement canadien à emprunter sur le marché australien.

Quelques émissions sur les marchés étrangers

Marché	Coupon %	Échéance	Montant émis (en millions d'unités de la devise locale)
\$ US Mondial	5,75	2009	1 000
	6,125	2011	1 000
	7,5	2029	1 500
	5,50	2006	1 000
Euro	5,125	2007	150 ⁽¹⁾
	5,125	2009	639
	5,625	2011	1 500
Franc suisse	3,5	2008	500
Yen	3,0	2009	100 000
	1,60	2013	50 000
\$ Australien	5,75	2006	280
	Variable	2006	120

(1) Destiné au marché de détail.

Réouvertures d'émissions au Canada

Coupon %	Échéance	Date d'émission initiale	Nombre de réouvertures depuis l'émission initiale	Encours au 15 jan. 2002 (en millions de dollars)
7,5	2003	1993/09	11	2 345
6,5	2005	2000/02	7	2 061
7,75	2006	1996/02	13	2 024
6,5	2007	1997/02	18	2 942
5,5	2009	1999/01	18	2 498
6,25	2010	2000/08	14	2 451
9,375	2023	1993/03	9	2 202
8,5	2026	1996/07	11	2 176
6,0	2029	1998/05	14	2 617
6,25	2032	2000/06	8	2 938

Premières émissions du Québec sur les marchés étrangers

Livre sterling	1874
Dollar US (Yankee)	1879
Mark allemand	1968
Franc français	1972
Yen (Samourai)	1972
Franc suisse	1972
Peseta espagnole (Matador)	1997
Couronne suédoise	1998
Euro	1999
Dollar australien (Kangourou)	2001

Minimisation des coûts

- ❖ Les décisions de financement sont prises indépendamment de celles reliées à la gestion de la dette :
 - Les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible.
 - L'utilisation des contrats à terme et contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises permet d'atteindre les proportions de la dette jugées optimales :
 - par devise;
 - à taux fixes et à taux variables.

Gestion rigoureuse du service de la dette

- ❖ Suivi continu des dépenses du service de la dette.
- ❖ Utilisation d'instruments financiers permettant de minimiser les fluctuations du service de la dette :
 - opérations portant sur les changes et la dette à taux flottant.

Politique de crédit à l'égard des contrepartistes

- ❖ Le gouvernement du Québec s'est doté d'une politique de crédit à l'égard des contrepartistes comprenant :
 - l'établissement de limites de crédit explicites pour chaque contrepartiste;
 - l'évaluation continue de la valeur au marché des transactions;
 - si la limite de crédit est atteinte, un mécanisme d'ajustement est déclenché afin de respecter les limites établies.

Instruments financiers utilisés pour la gestion de la dette et du service de la dette

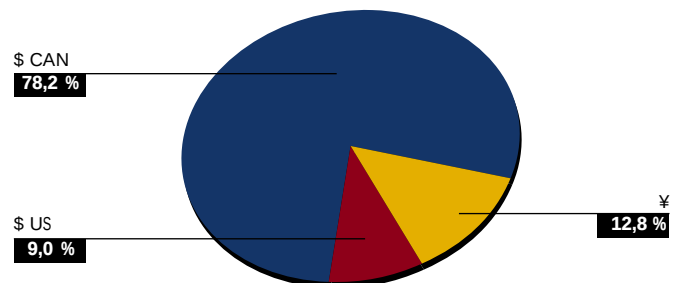
Contrats à terme boursiers sur taux d'intérêt

Canada	États-Unis
- 3 mois (BAX)	- 3 mois LIBOR
- 10 ans (CGB)	- Options sur 3 mois LIBOR
	- 2, 5, 10 et 30 ans

Produits hors bourse

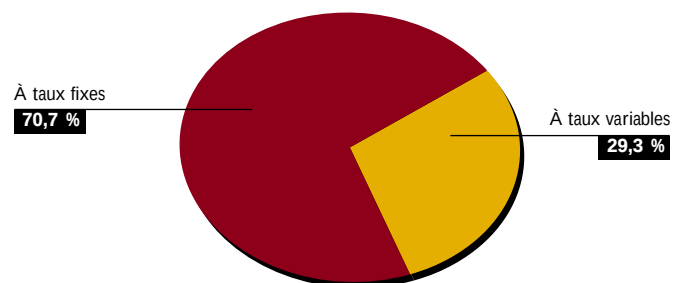
Contrats d'échange	Options
- Taux d'intérêt	- Acceptations bancaires au Canada
- Taux d'intérêt et devises	- Contrats d'échange de taux d'intérêt
Contrats à terme	- Devises
- Acceptations bancaires au Canada	
- Devises	

Structure de la dette gérée par le gouvernement⁽¹⁾ par devise au 31 mars 2002 (après prise en compte des contrats d'échange et contrats à terme sur devises)⁽²⁾



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Prévisions.

Structure de la dette gérée par le gouvernement⁽¹⁾ au 31 mars 2002 à taux fixes et à taux variables⁽²⁾



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Prévisions.

Une qualité de crédit élevée

- ❖ Moody's a augmenté la cote de crédit du Québec en août 2001 :
 - « Cette révision reflète l'amélioration significative de la performance financière du Québec et la tendance à la baisse du fardeau de la dette. »
rapport de Moody's, août 2001
- ❖ Standard and Poor's reconnaît la gestion rigoureuse des finances publiques réalisée par le Québec :
 - « Les cotes reflètent [...] la détermination du gouvernement à maintenir l'équilibre budgétaire à moyen terme, en accord avec la loi anti-déficit. »
rapport de Standard & Poor's, mars 2000

Les cotes de crédit

Agence	Cote	Perspective
Standard & Poor's	A+	stable
Moody's	A1	stable
Dominion Bond Rating Service	A	stable
Japan Credit Rating Agency	AA	—

